

32 • TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Paris fidèle aux valeurs de la République

L'élection du président de la République le 7 mai dernier a vu la victoire d'Emmanuel Macron, candidat républicain contre l'extrême droite. L'ampleur de son score a rassuré toutes celles et ceux qui, en France comme dans le monde, craignent la banalisation des idées du Front national. À Paris, l'extrême droite a réalisé son plus faible score sur le territoire français et nous en sommes très fiers. Alors que le vote FN en France a malheureusement beaucoup augmenté en voix entre l'élection présidentielle d'avril 2002 et celle de cette année, il a diminué à Paris, en passant, au premier tour, de 69 583 voix à 53 719 voix.

Dans une ville qui a été très durement frappée par le terrorisme, et encore à la veille du scrutin présidentiel avec l'ignoble assassinat du policier Xavier Jugelé

sur les Champs-Élysées, c'est le réflexe républicain qui l'a emporté. La fermeture aux autres, l'exclusion, la stigmatisation des différences ne sont pas les bonnes réponses aux maux qui rongent le monde moderne.

Il ne s'agit pas de nier les difficultés que vivent beaucoup de Français ni d'incriminer les électeurs qui se fourvoient dans des réponses protestataires. Il s'agit pour nous de rester fidèles à nos valeurs, qui sont celles de la République. Paris est fière d'être une ville-monde, où se côtoient tant de nationalités, de cultures et d'aspirations différentes. C'est une ville où la solidarité n'est pas un vain mot, Paris concentrant près de la moitié de l'hébergement d'urgence de toute l'Île-de-France. Avec l'ouverture des centres d'accueil pour migrants, Anne Hidalgo et son équipe municipale

ont montré leur sens des responsabilités face à une crise migratoire qu'on ne peut se contenter d'observer sans agir. Les résultats électoraux à Paris nous confortent dans notre volonté de poursuivre une politique municipale progressiste, inclusive, avec une méthode participative qui implique toujours davantage les citoyens dans la gestion de leur ville. Nous continuerons à investir prioritairement dans les quartiers populaires et à favoriser le lien social à Paris et avec toute la métropole.

La montée des idées d'extrême droite n'est pas inexorable : nous continuerons à la combattre par les actes et par une politique de gauche au service de tous les citoyens.

→ Retrouvez-nous sur le site <http://groupe-ps.paris> et sur Twitter : @ElusPSParis

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE, CONSEILLER MÉTROPOLITAIN

Mesdames et Messieurs les députés...

Un représentant de la Nation, élu de la Ville de Paris, compte tenu du rôle et de la place que notre commune tient dans l'histoire de la République, reste un élu des Parisiens.

Nous pensons que c'est à l'Assemblée nationale que de nombreux sujets qui concernent les Parisiennes et les Parisiens doivent aussi trouver leurs solutions.

La question du logement est prioritaire, et la future Assemblée devra s'investir pour fluidifier le marché immobilier parisien, relancer l'accession à la propriété à Paris et limiter dans le temps les baux du logement social, dont l'attribution à vie empêche aujourd'hui de très nombreuses familles d'y accéder.

La question scolaire est également prégnante à Paris, et passe d'abord par un assouplissement de la réforme des rythmes scolaires. Les

bourses au mérite, mais aussi les classes bilangues, européennes et orientales, doivent être rétablies, pour que chaque établissement, qui doit par ailleurs gagner en autonomie, puisse proposer des options éducatives attractives. C'est par le choix des familles pour une offre pédagogique qualitative et non par la contrainte que la mixité s'imposera.

Accentuer la régulation des meublés touristiques est également vital, tant les conséquences de cette concurrence déloyale sont néfastes aux professionnels du tourisme, la principale industrie de la capitale, comme aux locataires parisiens. Paris doit pouvoir fixer le nombre maximum de nuitées qu'elle autorise par an.

L'Assemblée nationale devra aussi prendre des mesures afin d'accélérer le délai de traitement du droit d'asile pour désengorger le centre de premier accueil des

migrants porte de La Chapelle, de poursuivre l'extension de l'ouverture dominicale et nocturne des commerces, d'accentuer l'accessibilité des transports en commun ou encore d'améliorer la présence de médecins généralistes en secteur 1, dont Paris manque cruellement.

Enfin, l'Assemblée devra aller plus loin sur la réforme du statut de Paris, afin de doter la capitale d'une vraie police municipale, de déconcentrer certains pouvoirs vers les arrondissements, mais aussi de trancher définitivement les modalités du système électoral municipal et métropolitain parisien.

Pour toutes ces réformes qui concernent les Parisiens, le groupe UDI-MoDem saura se montrer déterminé et exigeant vis-à-vis de nos députés.

GROUPE LES RÉPUBLICAINS

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET, PRÉSIDENTE DU GROUPE

Vélib' : nouvelle victime de la course aux recettes de Mme Hidalgo

« 2017 sera l'année du vélo », nous promettait la Maire de Paris lors de ses vœux. À mi-mandat, la politique municipale en faveur du vélo est quasiment à l'arrêt. L'indispensable développement du réseau de pistes cyclables est au point mort. Les aménagements prévus au plan vélo 2015 n'ont été réalisés qu'à hauteur de 4 % à mi-parcours. Une nouvelle fois, la communication abondante de la Ville de Paris se situe à l'exact opposé des actions menées. Paris figure en queue de peloton des villes cyclistes, largement devancée par des métropoles comme Strasbourg ou Bordeaux. Au terme d'un processus laborieux, Vélib' changera d'exploitant en fin d'année. Tous les Parisiens, même ceux qui ne sont pas abonnés à Vélib', s'en rendront compte. Les quelque

1 000 stations intra-muros vont en effet être démontées et remplacées par de nouvelles stations, moins intégrées d'ailleurs à l'espace public. Pendant près de 6 mois, toutes les rues de la capitale ou presque subiront donc des travaux. L'attribution du nouveau marché s'est déroulée sans que le Conseil de Paris en soit saisi. C'est désormais un syndicat regroupant Paris et les communes de l'agglomération parisienne qui pilote le système de vélos en libre-service. Aucun membre de l'opposition municipale ne siège dans cette instance ni dans la commission d'appel d'offres. Les 300 000 abonnés doivent s'attendre à une augmentation massive des tarifs. L'abonnement devrait grimper de 35 % au 1^{er} janvier prochain, passant de 29 € à 39 €. Le prix de la demi-

heure de location supplémentaire sera doublé ! Autant de freins au développement de la pratique du vélo à Paris.

Vélib' est jusqu'aujourd'hui un succès indéniable. Augmenter aussi significativement les tarifs, c'est mettre en péril un modèle économique déjà fragile. Les leçons d'Autolib' ne semblent pas avoir été tirées : l'augmentation régulière des tarifs ne suffit pas à équilibrer le service. Au final, le risque est grand de voir les communes appelées à combler le déficit, comme c'est déjà le cas pour Autolib' avec 119 M€ de pertes à éponger d'ici 2023.

➔ Retrouvez-nous sur groupelesrepublicains.paris

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE

NICOLAS BONNET-OUALDJ PRÉSIDENT DU GROUPE

« Fabriqué à Paris » !

Afin de soutenir les artisans et commerçants parisiens, le label « Fabriqué à Paris » va être lancé. Cette proposition que je porte est directement issue des préconisations du rapport de la mission d'information et d'évaluation « Fabriquer à Paris pour relever les défis sociaux et environnementaux », que j'ai eu le plaisir de présider. Ce label vise à promouvoir, valoriser et renforcer les savoir-faire parisiens. Il ne s'agit pas d'un énième gadget marketing destiné à séduire les consommateurs. Il vient à la confluence de deux aspirations. D'une part la volonté des artisans de voir leurs compétences reconnues et soutenues, de l'autre l'envie des Parisiennes et des Parisiens de consommer plus responsable. Le message que nous voulons adresser via ce label est simple : nous pouvons produire localement

et consommer autrement. Ainsi, il a d'ores et déjà été décidé que le label « Fabriqué à Paris » serait attribué selon des critères clairs d'éthique sociale et environnementale. Pour sa première édition, il sera décerné à plusieurs lauréats et lauréates à partir d'un appel à projets. J'ai proposé la mise en place d'un groupe de travail paritaire, composé à la fois d'élus de tous les groupes politiques de notre assemblée et de représentants des professionnels du commerce et de l'artisanat. Son rôle serait de définir les critères sociaux et environnementaux et de se composer en jury par la suite. L'histoire de Paris est aussi l'œuvre des artisans et des ouvriers, son avenir se fera avec les artisans et les ouvriers.

34 • TRIBUNES

GROUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS ET DAVID BELLIARD, COPRÉSIDENTS DU GROUPE

2017, l'année du vélo!

Après deux années de concertation, la mise en place du Plan Vélo a débuté. À l'horizon 2020, 1 400 km d'aménagements cyclables mailleront Paris, dont 200 km praticables dès la fin de l'année. Nous partagerons ainsi mieux l'espace public. Il était en effet grand temps de redonner leur juste place aux « mobilités douces ». Aujourd'hui encore, si 13 % des déplacements à Paris se font en voiture, plus de la moitié de la voirie lui est pourtant consacrée!

Donner plus de place aux vélos est une question d'intérêt général. C'est permettre à Paris de lutter contre le dérèglement climatique grâce à un mode de transport non-polluant... et bon pour la santé! C'est aussi retrouver une ville plus apaisée. La mise en selle des Parisien-nes permettra peu à peu d'alléger les transports en commun et de diminuer l'usage de

la voiture individuelle. Cela fait 15 ans que les écologistes se battent pour cela. Le soutien à l'achat de vélos électriques ou encore la piétonnisation des berges, qui a permis la création d'une continuité cyclable entre les deux bois, en sont des symboles marquants. Marquants également par l'opposition virulente de la droite parisienne et francilienne qui continue de prôner le « tout voiture », malgré les conséquences terribles sur la santé de mieux en mieux documentées. Nous voulons que Paris devienne une véritable capitale du vélo. La ville est dense, les distances parcourues courtes, et l'attraction des Parisien-nes pour ce mode de transport réelle : nous nous déplaçons trois fois plus à vélo aujourd'hui qu'il y a 10 ans. Pour continuer à faire de plus en plus d'adeptes, le plan vélo vise à rendre les aménagements plus

confortables, sécurisés et continus. Il nous reste encore du chemin et des pistes à faire, en permettant par exemple de mieux circuler à vélo entre Paris et les villes voisines. Des investissements importants sont prévus dès cette année aux portes de Paris pour faciliter ces liaisons. Le stationnement vélo est également un enjeu : il est prévu de déployer notamment des vélobox sécurisées dans l'espace public. En outre, 2017 sera l'année de l'élargissement du service Vélib' aux communes de la petite couronne. Alors que 35 % des déplacements à vélo sont effectués à Vélib', ce mode de transport va enfin bénéficier à toute la métropole du Grand Paris!

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS, PRÉSIDENT DU GROUPE

JO 2024 : un accélérateur qui profite à tous

Le 13 septembre prochain, le CIO décidera entre Paris et Los Angeles pour l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Nous avons tous les atouts pour séduire les membres du CIO : infrastructures, patrimoine, sécurité renforcée, soutiens citoyens et perspectives de développement durable. Quel que soit le résultat, notre candidature aura été une véritable opportunité de changement pour notre métropole. Nous pouvons nous féliciter que Paris 2024, portée par le monde sportif, ait eu une résonance large dans la société. Les héritages seront nombreux et profiteront à tous les Franciliens. Le groupe RGCI soutient l'organisation des JO à Paris telle qu'elle a été conçue par le comité de candidature. Ils seront les premiers Jeux à devoir respecter l'Agenda 2020 adopté par le CIO

Ces tribunes n'engagent pas la rédaction.

pour favoriser les villes les plus responsables sur les plans économique, social et environnemental. Le projet de Paris est sobre, réaliste et innovant, s'appuyant sur des sites existants et sur des projets d'investissements au-delà de 2024. L'engagement pour la réaffectation des nouvelles infrastructures, comme la transformation prévue du village olympique en logements, en est la preuve. La candidature a aussi été un accélérateur de la transition écologique. Elle présente une stratégie bas carbone et un objectif de réduction des gaz à effet de serre (55 % de diminution par rapport aux JO de Londres). Paris 2024 a aussi permis de dépasser les frontières du périphérique pour porter un projet commun et positif. La collaboration réussie entre

la Seine-Saint-Denis et notre ville montre que la complémentarité de nos territoires peut être porteuse de richesses à condition d'une volonté progressiste commune. Enfin, Paris 2024 aura accéléré de nombreux projets municipaux comme les baignades extérieures. Les ouvertures du bassin de la Villette et du lac Daumesnil préfigurent la baignade dans la Seine, où se dérouleront des épreuves olympiques. De nombreux citoyens, associations et clubs sportifs se sont engagés, et Paris a montré toute sa capacité à accueillir des Jeux exceptionnels en 2024. Nous devons continuer à nous mobiliser pour que Paris soit choisi pour organiser des Jeux citoyens tournés vers l'avenir et le monde.

➔ www.groupe-prgci-paris.com

➔ [Twitter : @Groupe_PRG_CI](https://twitter.com/Groupe_PRG_CI)